

GT LDG Promotions

26 juin 2020

Déclaration préalable



Le retour des réunions ministérielles en présentiel à Bercy marque une nouvelle étape vers le retour à la normale, après une période compliquée de déni, de confinement et de déconfinement. Pour **Solidaires Finances**, ce retour partiellement en présentiel est prématuré. Ce groupe de travail aurait pu et dû se tenir à la rentrée, en septembre. L'urgence reste toujours la sortie de la crise sanitaire. En aucune façon le changement radical des modalités des promotions. On a déjà eu droit à ce passage précipité pour l'élaboration des lignes de gestion mobilités, pour lesquelles d'ailleurs, aucun bilan n'en soit tiré.

Cette crise sanitaire a éprouvé durement notre société, mais a aussi permis de mettre en valeur un modèle social tourné vers les solidarités, reposant sur la force des collectifs de travail pour garantir le fonctionnement du service public (à défaut de son bon fonctionnement, après des années de casse sociale et de glorification du libéralisme et de l'individualisme).

Tout ceci devrait permettre au gouvernement de tirer des conclusions quant aux politiques à mener, quant aux besoins à couvrir, bien loin du retour à l'anormal que nous constatons et qui ne correspond au besoin ni de la population, ni des personnels. C'est notamment ce qui est constaté dans les services avec les primes COVID, dont les règles d'attribution engendrent inégalités et injustices entre les services et les collègues.

C'est aussi le chemin qui est suivi avec le projet de lignes directrices de gestion ministérielles, qui abandonnent toute reconnaissance collective au seul profit des promotions individuelles.

Pour **Solidaires Finances**, il faudrait au contraire une revalorisation globale des carrières et un plan ministériel de qualification digne de ce nom, permettant de renforcer l'attractivité des emplois au sein des directions et services de Bercy !

Pour **Solidaires Finances**, le texte proposé est le fruit d'un ancien monde, un monde néolibéral croyant en la force du verbe : seul les discours comptent, les mots n'ont pas à être confrontés à la réalité des faits. Mais comment des hauts fonctionnaires peuvent-ils croire que les mots ont un sens, au-delà d'une succession de belles phrases et de poncifs ressassés (quand il ne s'agit pas d'un copié-collé des lignes directrices de gestion des mobilités), avec un emploi générique du conditionnel. On a vu toute la force des lignes de gestion mobilités, que toutes les directions de Bercy ont mis en œuvre, mais pas nécessairement appliquées...

Pour **Solidaires Finances**, un texte de cadrage ministériel n'a de sens et d'intérêt que s'il fixe des règles de gestion posant des droits et garanties, s'il permet d'encadrer techniquement le prononcé des promotions et, au-delà, le bon fonctionnement des services garant d'un service public de qualité au service de toutes et tous.



En matière de carrière, Solidaires Finances revendique :

- la stricte linéarité de carrière pour tous les agent.e.s,
- des promotions au choix inter-catégorielles sur place pour toutes et tous,
- des Plans Ministériels de Qualifications (PMQ) ambitieux et conséquents offrant à toutes et tous un déroulement de carrière permettant d'obtenir, le plus rapidement possible, le meilleur parcours indiciaire, dans le cadre de réelles carrières linéaires.

En matière de gestion, Solidaires Finances revendique :

- des règles de gestion appliquées de manière claire et transparente afin de ne laisser la place à aucune dérive ni à des pressions hiérarchiques locales,
- que les collègues obtiennent toutes les informations nécessaires aux dispositions réglementaires et statutaires auxquelles ils ont droit. Ces informations doivent leur être communiquées facilement.



De manière générale, **Solidaires Finances** rejette la notion de mérite individuel et le classement discrétionnaire et obscur des agent-es par la hiérarchie, d'autant plus avec la fin de la compétence des CAP pour les promotions.

Solidaires Finances réaffirme en effet le caractère d'ascenseur social de la Fonction Publique, et c'est à ce titre que notre fédération réclame depuis plusieurs années un Plan Ministériel de Qualification, car il est impossible de dissocier les règles de promotions du volume de ces promotions.

Comment prétendre lutter contre les inégalités et les discriminations de toutes sortes dans un contexte de baisse des effectifs et des promotions ?

Quelles garanties offre un texte qui est révisable tous les ans, dans un contexte où les garanties disparaissent chaque année et où nombre de collègues risquent de devoir changer prochainement de direction.

